



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.125/4
du 10 avril 2017

sur

un « projet d'arrêté royal de
présentation du projet de loi
'organisant les indemnisations en
faveur du personnel du Service
public fédéral Affaires
étrangères, Commerce extérieur
et Coopération au
Développement et des personnes
assimilées victimes de
dommages causés par des risques
exceptionnels à l'étranger' »

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.125/4
van 10 april 2017

over

een “ontwerp van koninklijk
besluit tot indiening van het
ontwerp van wet ‘houdende
schadeloosstellingen ten
voordele van het personeel van
de Federale Overheidsdienst
Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel en
Ontwikkelingssamenwerking en
de daarmee gelijkgestelde
personen die slachtoffer zijn van
schade veroorzaakt door
buitengewone risico's in het
buitenland””

Le 13 mars 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un « projet d'arrêté royal de présentation du projet de loi 'organisant les indemnisations en faveur du personnel du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et des personnes assimilées victimes de dommages causés par des risques exceptionnels à l'étranger' ».

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 avril 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été rédigé par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 avril 2017.

*

Op 13 maart 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een “ontwerp van koninklijk besluit tot indiening van het ontwerp van wet ‘houdende schadeloosstellingen ten voordele van het personeel van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en de daarmee gelijkgestelde personen die slachtoffer zijn van schade veroorzaakt door buitengewone risico's in het buitenland””.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 april 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is opgesteld door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 april 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

1. Le commentaire de l'article 2 de l'avant-projet indique que « les membres du personnel sont les membres du personnel en poste à l'étranger [...] à l'exclusion du personnel recruté localement auprès [d]es représentations belges ». Or, à lire la définition de l'article 2, alinéa 1^{er}, 4°, a), 1), de l'avant-projet, ces derniers semblent rentrer dans la définition des « externes en poste », c'est-à-dire des personnes qui ne sont pas membres du personnel du SPF mais qui « sont affectés auprès d'une représentation belge à l'étranger ».

Appelée à clarifier le champ d'application de l'avant-projet à l'égard du personnel recruté localement, la fonctionnaire déléguée a précisé ce qui suit :

« Les membres du personnel recrutés localement sont des membres du personnel du SPF (cf. articles 2, 2° et 8 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement). Ils ont un contrat de travail avec l'État belge pour travailler dans une certaine représentation belge.

Les personnes visées à l'article 2, 4°, a) du projet de loi sont des personnes qui n'ont pas d'autre lien juridique avec le SPF Affaires étrangères que leur affectation en poste. Ce sont les personnes visées aux articles 21 (actuellement annulé) et 23 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ».

Il peut être déduit de ces explications que le personnel du SPF recruté localement n'entre pas dans le champ d'application de l'avant-projet, dès lors que l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, c) de celui-ci précise qu'il doit s'agir d'un membre du personnel du SPF engagé par contrat de travail par le SPF en Belgique.

2. Il ressort de ce qui précède que pour bénéficier du régime d'indemnisation projeté, l'agent contractuel doit avoir conclu son contrat de travail en Belgique. Il s'ensuit que l'agent contractuel recruté localement, qu'il s'agisse ou non d'un ressortissant de l'Union européenne, ne pourra pas être pris en compte en cas d'indemnisation, son contrat de travail n'ayant pas été conclu en Belgique.

Cette exigence de conclure le contrat de travail en Belgique doit être considérée à la lumière des principes de libre circulation, consacrés par les articles 45 et 49 TFUE, et du droit de tout citoyen de l'Union à circuler et à séjourner librement sur le territoire des États membres, consacré par l'article 21 TFUE.

Ces libertés s'opposent à toute mesure nationale qui, même si elle s'applique sans aucune discrimination de nationalité, est susceptible de gêner ou de rendre moins attrayant l'exercice, par les citoyens de l'Union, des libertés fondamentales garanties par le Traité.

À cet égard, il y a lieu d'observer qu'il résulte de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne que les mesures nationales susceptibles de gêner ou de rendre moins attrayant l'exercice des libertés fondamentales garanties par le TFUE ne peuvent être admises que si elles remplissent quatre conditions : (1) elles doivent s'appliquer de manière non discriminatoire, (2) elles doivent se justifier par des raisons impérieuses d'intérêt général, (3) elles doivent être propres à garantir la réalisation de l'objectif qu'elles poursuivent et, (4) elles ne peuvent pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre ¹. Il ressort également de la jurisprudence de la Cour de justice que l'exigence d'un certain lien et d'un certain degré de rattachement à la société de l'État membre concerné pour l'obtention d'un droit à une aide sociale, peut être considérée comme un objectif justifié ².

La réponse de la fonctionnaire déléguée à propos de la compatibilité de l'avant-projet avec les libertés garanties par le TFUE est la suivante ³ :

« Le personnel recruté localement est recruté avec un contrat de travail local conclu selon les dispositions du droit local, qu'il s'agisse d'un belge ou d'un ressortissant d'un pays de l'Union européenne. Ce personnel est recruté dans un poste déterminé, au sein d'un certain pays, et est donc soumis à la législation locale qui varie énormément d'un pays à l'autre. Les agents du SPF, par contre, tout comme les personnes externes, sont affectés par arrêté. De même, les agents contractuels engagés en Belgique avec un contrat de travail belge, lorsqu'ils sont envoyés à l'étranger, sont affectés par note à un certain poste.

Les personnes envoyées à l'étranger et affectées à un poste pour le compte de l'État belge rentrent donc dans le champ d'application du projet de loi, à l'inverse des personnes qui habitent déjà dans le pays et qui y sont donc recrutées localement. Toute personne ayant un certain type de contrat est traitée de la même manière qu'une autre avec le même type de contrat, peu importe la nationalité des personnes concernées ».

¹ C.J.U.E., 30 novembre 1995, C-55/94, Gebhard, § 37.

² C.J.U.E., 22 mai 2008, C-499/06, Nerkowska, §§ 37-39. Voir aussi par exemple C.J.U.E., 15 mars 2005, C-209/03, Bidar, § 57.

³ La question posée était précisément : « Si la personne recrutée localement est un ressortissant d'un pays de l'Union européenne, le projet qui veut que seuls les agents recrutés par le SPF en Belgique entrent dans le champ d'application de la loi n'est-il pas contraire à la libre circulation des personnes et des travailleurs visée par les Traités européens ? ».

S'il peut être admis que le système d'indemnisation envisagé ne crée aucune discrimination sur la base de la nationalité, la réponse de la fonctionnaire déléguée ne permet pas de comprendre quelles raisons impérieuses d'intérêt général imposent l'exigence selon laquelle les membres du personnel engagés par un contrat de travail par le SPF doivent conclure ce contrat en Belgique pour bénéficier du système d'indemnisation envisagé. Il revient à l'auteur du projet d'explicitier plus avant en quoi cette mesure peut être considérée comme étant une exigence de rattachement, proportionnelle et raisonnable, à l'État qui octroie le droit à une indemnisation. En imposant cette exigence, le texte crée une différence de traitement avec le personnel recruté localement dont le demandeur n'explique pas, à ce stade, en quoi elle peut être considérée comme justifiée et proportionnelle au regard de l'objectif légitime énoncé⁴.

Selon les explications fournies par la fonctionnaire déléguée :

« Le terme 'affectation' est utilisé par le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement pour désigner les nominations à des fonctions en poste des agents statutaires et des externes envoyés en mission spéciale (e.a. article 20 et 21 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement). Les chefs de poste sont affectés par arrêté royal. Les autres affectations font l'objet d'un arrêté ministériel. Les agents contractuels engagés en Belgique avec un contrat de travail belge d'expatriation sont affectés par note à la signature du président du comité de direction.

Le stagiaire par contre n'est pas nommé par arrêté ou par note et n'est donc pas 'affecté' à un poste ; il y travaille avec un contrat de stage qui, en son article 4, stipule ceci :

'De stagiair verbindt er zich toe voor de aanvang van de stage en met het oog op het volbrengen van de stage, alle maatregelen te treffen of te hebben getroffen om er voor te zorgen dat gedurende de stage de stagiair verzekerd is tegen ziekte en ongevallen. De Belgische Staat draagt geen enkele aansprakelijkheid voor en zal op geen enkele wijze financieel tussenkomen of enige verzekering aanbieden voor kosten gemaakt wegens ziekte of ongevallen die zich zouden voordoen tijdens de duur van de stageovereenkomst. Hetzelfde geldt voor de ongevallen die zich zouden voordoen op de verplaatsingen van België naar de diplomatieke/consulaire post, en omgekeerd, en voor de ongevallen die zich zouden voordoen bij elke andere verplaatsing' ».

Ce faisant, il est créé une différence de traitement qui, à défaut d'être dûment justifiée, encourt le risque d'être considérée comme discriminatoire au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

Articles 3 et 4, § 10

Le projet ne contient pas de notions définies de manière claire et univoque.

⁴ Voir, à propos d'une mesure jugée admissible au regard des libertés garanties par le T.F.U.E, l'avis du Conseil d'État 60.320/1 donné le 21 décembre 2016, précité.

Ainsi, s'agissant plus particulièrement de la notion de « terrorisme » visé à l'article 3, 1°, de l'avant-projet, il n'est pas établi que l'auteur comprend cette notion comme celle telle que définie à l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 2007 'relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme'. La définition inscrite à l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 2007 pouvant être considérée comme étendue, l'auteur du projet devra préciser les critères sur la base desquels le Roi reconnaîtra les actes énumérés au 1° comme étant susceptibles de donner lieu à indemnisation au titre de cette loi (article 4, § 10, du texte en projet).

Article 4

1. L'article 4, § 1^{er}, de l'avant-projet, précise que pour les dommages causés par les risques exceptionnels énumérés à l'article 3, 1°, une indemnisation est octroyée pour le personnel du SPF en poste, à l'externe en poste, au partenaire et à l'enfant à charge. Les ayants droit peuvent aussi bénéficier d'une indemnisation mais sous d'autres conditions, énoncées à l'article 4, § 4.

Au regard des définitions de l'article 2, alinéa 1^{er}, il apparaît que n'est pas concernée par l'article 4, § 1^{er}, la personne visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3°, soit « le personnel du SPF en voyage de service ».

Interrogée sur cette exclusion et sur sa justification au regard des principes d'égalité et de non discrimination, la fonctionnaire déléguée a indiqué ce qui suit :

« Le personnel du SPF en voyage de service est couvert par la législation sur les accidents de travail. Dès lors, tout dommage résultant d'un accident de travail est exclu, comme stipulé dans l'article 4, § 5, 3° du projet de loi :

[...]

Contrairement aux agents en voyage de service, les agents affectés en poste ne tombent pas sous ladite législation s'ils sont victime, par exemple, d'un acte terroriste le weekend (les partenaires et enfants sont d'office exclus). Nous avons justement essayé de corriger cette situation discriminatoire où un agent habitant à l'étranger pour le compte de l'État n'est pas couvert en dehors des heures de service alors même que l'agent voyageant pour le compte de l'État est couvert pendant toute la durée du voyage de service, même pendant le weekend par exemple.

[...]

Comme l'agent en voyage de service est couvert par la législation sur les accidents de travail quand il part à l'étranger pour le compte de l'État, nous estimons qu'il n'y a pas de discrimination. C'est l'agent qui part vivre à l'étranger pour le compte de l'État qui est, à présent, moins bien protégé que l'agent en voyage de service ».

Cette explication permet de considérer qu'il n'y a pas rupture du principe d'égalité dès lors que les agents en voyage de service sont couverts par la législation sur les accidents du travail et bénéficient d'une protection au moins égale à celle offerte par le texte en projet.

La section de législation ne dispose pas des éléments qui permettent d'apprécier si tel est bien le cas.

2. À l'article 4, § 8, de l'avant-projet, le mot « requérant » sera remplacé par le mot « bénéficiaire ».

Cette observation vaut également pour l'article 4, § 9, et pour l'article 5, § 6, de l'avant-projet.

Article 5

À l'article 5, § 5, de l'avant-projet, plutôt que d'écrire « du membre du personnel », il convient d'écrire, comme c'est le cas dans l'ensemble de l'article 5, « du membre du personnel du SPF en poste, du membre du personnel du SPF en voyage de service ».

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

L'arrêté de présentation est incorrect ⁵.

*

⁵ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 5.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de bespreking van artikel 2 van het voorontwerp staat dat “[d]e personeelsleden (...) de personeelsleden [zijn] op post in het buitenland (...) met uitsluiting van het lokaal aangeworven personeel bij de Belgische vertegenwoordigingen”. Uit de definitie van artikel 2, eerste lid, 4°, a), 1), van het voorontwerp, lijkt opgemaakt te kunnen worden dat laatstgenoemden vallen onder de definitie van “externen op post”, met andere woorden de personen die geen personeel zijn van de FOD maar “die aangesteld zijn bij een Belgische vertegenwoordiging in het buitenland”.

Op het verzoek om de werkingssfeer van het voorontwerp ten aanzien van het “lokaal aangeworven personeel” te verduidelijken, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende gepreciseerd:

“Les membres du personnel recrutés localement sont des membres du personnel du SPF (cf. articles 2, 2° et 8 de l’arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement). Ils ont un contrat de travail avec l’État belge pour travailler dans une certaine représentation belge.

Les personnes visées à l’article 2, 4°, a) du projet de loi sont des personnes qui n’ont pas d’autre lien juridique avec le SPF Affaires étrangères que leur affectation en poste. Ce sont les personnes visées aux articles 21 (actuellement annulé) et 23 de l’arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement”.

Uit die uitleg kan worden afgeleid dat het lokaal aangeworven personeel van de FOD niet binnen de werkingssfeer van het voorontwerp valt, aangezien in artikel 2, eerste lid, 2°, c), ervan gepreciseerd wordt dat het moet gaan om een personeelslid van de FOD dat door de FOD in België aangeworven is met een arbeidsovereenkomst.

2. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat om in aanmerking te kunnen komen voor de ontworpen schadeloosheidsregeling, het contractuele personeelslid zijn

arbeidsovereenkomst in België moet hebben gesloten. Daaruit volgt dat een lokaal aangeworven contractueel personeelslid, ongeacht of het al dan niet een onderdaan van de Europese Unie is, niet in aanmerking komt voor de schadeloosheidsregeling, daar zijn arbeidsovereenkomst niet in België gesloten is.

Dat vereiste dat de arbeidsovereenkomst in België gesloten moet zijn, moet beoordeeld worden in het licht van de beginselen van vrij verkeer, neergelegd in de artikelen 45 en 49 van het VWEU en van het recht van iedere burger van de Unie om vrij te reizen en te verblijven op het grondgebied van de lidstaten, neergelegd in artikel 21 van het VWEU.

Deze vrijheden staan in de weg aan elke nationale maatregel die, zelfs wanneer hij zonder discriminatie op grond van nationaliteit van toepassing is, het gebruik van de in het Verdrag gewaarborgde fundamentele vrijheden door gemeenschapsburgers kan belemmeren of minder aantrekkelijk kan maken.

In dit verband moet opgemerkt worden dat uit de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie volgt dat nationale maatregelen die de uitoefening van de in het VWEU gewaarborgde fundamentele vrijheden kunnen belemmeren of minder aantrekkelijk kunnen maken, slechts aanvaard kunnen worden wanneer ze aan vier voorwaarden voldoen: (1) zij moeten zonder discriminatie worden toegepast, (2) zij moeten hun rechtvaardiging vinden in dwingende redenen van algemeen belang, (3) zij moeten geschikt zijn om de verwezenlijking van het nagestreefde doel te waarborgen, en (4) zij mogen niet verder gaan dan nodig is voor het bereiken van dat doel.⁶ Uit de rechtspraak van het Hof van Justitie blijkt eveneens dat het vereisen van een zekere band en een zekere mate van verbondenheid met de samenleving van de betrokken lidstaat voor het bekomen van een recht op sociale bijstand, als een gerechtvaardigde doelstelling kan worden beschouwd.⁷

In verband met de verenigbaarheid van het voorontwerp met de door het VWEU gewaarborgde vrijheden heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende antwoord gegeven⁸:

“Le personnel recruté localement est recruté avec un contrat de travail local conclu selon les dispositions du droit local, qu’il s’agisse d’un belge ou d’un ressortissant d’un pays de l’Union européenne. Ce personnel est recruté dans un poste déterminé, au sein d’un certain pays, et est donc soumis à la législation locale qui varie énormément d’un pays à l’autre. Les agents du SPF, par contre, tout comme les personnes externes, sont affectés par arrêté. De même, les agents contractuels engagés

⁶ HvJ 30 november 1995, C-55/94, Gebhard, § 37.

⁷ HvJ 22 mei 2008, C-499/06, Nerkowska, §§ 37-39. Zie ook bijvoorbeeld HvJ 15 maart 2005, C-209/03, Bidar, § 57.

⁸ De vraag die gesteld werd, luidde meer bepaald als volgt: “Si la personne recrutée localement est un ressortissant d’un pays de l’Union européenne, le projet qui veut que seuls les agents recrutés par le SPF en Belgique entrent dans le champ d’application de la loi n’est-il pas contraire à la libre circulation des personnes et des travailleurs visée par les Traités européens ?”.

en Belgique avec un contrat de travail belge, lorsqu'ils sont envoyés à l'étranger, sont affectés par note à un certain poste.

Les personnes envoyées à l'étranger et affectées à un poste pour le compte de l'État belge rentrent donc dans le champ d'application du projet de loi, à l'inverse des personnes qui habitent déjà dans le pays et qui y sont donc recrutées localement. Toute personne ayant un certain type de contrat est traitée de la même manière qu'une autre avec le même type de contrat, peu importe la nationalité des personnes concernées⁹.

Ook al kan worden aangenomen dat de beoogde schadeloosheidsregeling geen enkele discriminatie inhoudt op grond van nationaliteit, uit het antwoord van de gemachtigde ambtenaar kan niet afgeleid worden om welke dwingende redenen van algemeen belang de personeelsleden die bij arbeidsovereenkomst aangeworven zijn door de FOD, die overeenkomst in België gesloten moeten hebben om in aanmerking te kunnen komen voor de ontworpen schadeloosheidsregeling. Het staat aan de steller van het ontwerp om nader uit te leggen waarom deze maatregel beschouwd kan worden als een proportioneel en redelijk vereiste van verbondenheid met de Staat die het recht op een schadeloosstelling toekent. Met dat vereiste voert de tekst een verschil in behandeling in ten opzichte van het lokaal aangeworven personeel. De adviesaanvrager legt in dit stadium niet uit waarom dat verschil in het licht van de vermelde legitieme doelstelling als verantwoord en proportioneel kan worden beschouwd.⁹

De gemachtigde ambtenaar heeft de volgende uitleg gegeven:

“Le terme ‘affectation’ est utilisé par le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement pour désigner les nominations à des fonctions en poste des agents statutaires et des externes envoyés en mission spéciale (e.a. article 20 et 21 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement). Les chefs de poste sont affectés par arrêté royal. Les autres affectations font l'objet d'un arrêté ministériel. Les agents contractuels engagés en Belgique avec un contrat de travail belge d'expatriation sont affectés par note à la signature du président du comité de direction.

Le stagiaire par contre n'est pas nommé par arrêté ou par note et n'est donc pas ‘affecté’ à un poste ; il y travaille avec un contrat de stage qui, en son article 4, stipule ceci :

‘De stagiair verbindt er zich toe voor de aanvang van de stage en met het oog op het volbrengen van de stage, alle maatregelen te treffen of te hebben getroffen om er voor te zorgen dat gedurende de stage de stagiair verzekerd is tegen ziekte en ongevallen. De Belgische Staat draagt geen enkele aansprakelijkheid voor en zal op geen enkele wijze financieel tussenkomen of enige verzekering aanbieden voor kosten gemaakt wegens ziekte of ongevallen die zich zouden voordoen tijdens de duur van de stageovereenkomst. Hetzelfde geldt voor de ongevallen die zich zouden voordoen op

⁹ Zie in verband met een maatregel die in het licht van de door het VWEU gewaarborgde vrijheden als aanvaardbaar beschouwd is, het voornoemde advies van de Raad van State 60.320/1, gegeven op 21 december 2016.

de verplaatsingen van België naar de diplomatieke/consulaire post, en omgekeerd, en voor de ongevallen die zich zouden voordoen bij elke andere verplaatsing””.

Aldus wordt er een verschil in behandeling ingevoerd dat, indien het niet naar behoren wordt gerechtvaardigd, als discriminerend zou kunnen worden beschouwd in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Artikelen 3 en 4, §10

Het ontwerp hanteert geen duidelijke en eenduidig gedefinieerde begrippen.

Wat meer bepaald het begrip 'terrorisme' betreft, waarvan sprake in artikel 3, 1°, van het voorontwerp, staat het niet vast dat de steller dat begrip op dezelfde wijze interpreteert als volgens de definitie die gegeven wordt in artikel 2 van de wet van 1 april 2007 'betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme'. Aangezien de definitie die gegeven wordt in artikel 2 van de wet van 1 april 2007 als ruim beschouwd kan worden, dient de steller van het ontwerp te preciseren op grond van welke criteria de Koning de situaties opgesomd in punt 1°, zal erkennen als situaties die aanleiding kunnen geven tot schadeloosstelling ingevolge die wet (artikel 4, § 10, van de ontworpen tekst).

Artikel 4

1. In artikel 4, § 1, van het voorontwerp wordt bepaald dat voor de schade veroorzaakt door de buitengewone risico's opgesomd in artikel 3, 1° een schadeloosstelling wordt toegekend aan het personeel van de FOD op post, de externe op post, de partner en het kind ten laste. Ook de rechthebbenden kunnen een schadeloosstelling genieten, maar onder andere voorwaarden die opgesomd worden in artikel 4, § 4.

Gelet op de definities van artikel 2, eerste lid, blijkt artikel 4, § 1, niet van toepassing te zijn op de persoon waarvan sprake in artikel 2, eerste lid, 3°, namelijk "het personeel van de FOD op dienstreis".

Op de vraag om uitleg in verband met die uitsluiting en de rechtvaardiging daarvan in het licht van de beginselen van gelijkheid en van non-discriminatie, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Le personnel du SPF en voyage de service est couvert par la législation sur les accidents de travail. Dès lors, tout dommage résultant d'un accident de travail est exclu, comme stipulé dans l'article 4, § 5, 3° du projet de loi :

[...]

Contrairement aux agents en voyage de service, les agents affectés en poste ne tombent pas sous ladite législation s'ils sont victime, par exemple, d'un acte terroriste le weekend (les partenaires et enfants sont d'office exclus). Nous avons justement essayé de corriger cette situation discriminatoire où un agent habitant à l'étranger pour

le compte de l'État n'est pas couvert en dehors des heures de service alors même que l'agent voyageant pour le compte de l'État est couvert pendant toute la durée du voyage de service, même pendant le weekend par exemple.

[...]

Comme l'agent en voyage de service est couvert par la législation sur les accidents de travail quand il part à l'étranger pour le compte de l'État, nous estimons qu'il n'y a pas de discrimination. C'est l'agent qui part vivre à l'étranger pour le compte de l'État qui est, à présent, moins bien protégé que l'agent en voyage de service”.

Op grond van die uitleg kan worden verondersteld dat er geen sprake is van een schending van het gelijkheidsbeginsel daar het personeel op dienstreis onder de wetgeving inzake arbeidsongevallen valt en een bescherming geniet die op zijn minst gelijk is aan die welke in de ontworpen tekst geboden wordt.

De afdeling Wetgeving beschikt niet over de nodige gegevens om te oordelen of dat ook wel degelijk het geval is.

2. In artikel 4, § 8, van het voorontwerp behoort het woord “verzoeker” vervangen te worden door het woord “begunstigde”.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 4, § 9, en voor artikel 5, § 6, van het voorontwerp.

Artikel 5

In artikel 5, § 5, van het voorontwerp, schrijve men niet “van het personeelslid”, maar wel, zoals in het hele artikel 5, “het personeelslid van de FOD op post, het personeelslid van de FOD op dienstreis”.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

Het indieningsbesluit is onjuist.¹⁰

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹⁰ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formule F 5.